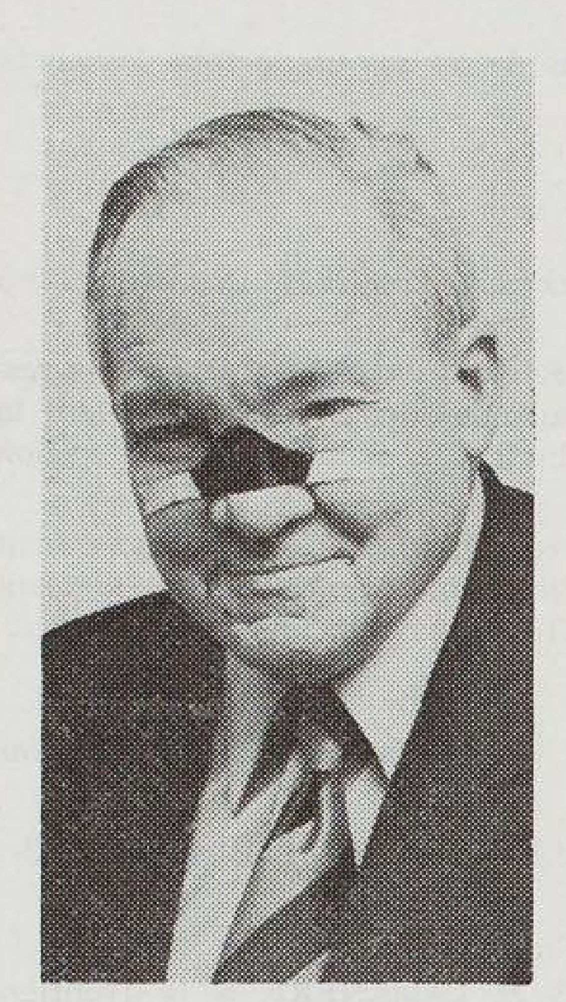
# ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973

1re Circonscription Perpignan - Céret





FRANÇAISES, FRANÇAIS,

C'est à la demande instante d'un groupe d'amis catalans et rapatriés que je viens aujourd'hui solliciter vos suffrages pour l'élection législative des 4 et 11 Mars prochain.

Ma biographie a paru dans la presse locale et vous avez pu voir par mes états de service que toute ma vie, dans l'armée d'abord, dans la politique ensuite, a été consacrée au service du Pays.

L'heure étant particulièrement grave pour l'avenir de la FRANCE et de l'EUROPE, j'ai accepté de me présenter devant vous comme

**CANDIDAT NATIONAL D'ACTION SOCIALE ET LIBERALE**

en vue d'enlever son siège à un homme qui, comme socialiste accepte de cautionner le programme commun de la gauche et le gouvernement de la gauche unie.

Ma campagne sera menée comme un combat sur deux fronts :

— contre le programme commun de la gauche qui ramènerait les communistes au pouvoir ;

— contre la majorité actuelle usée par le pouvoir et déconsidérée par les scandales.

Mon programme comporte deux grands chapitres :

**UN PROGRAMME NATIONAL**
**UN PROGRAMME REGIONAL**

que je veux m'efforcer de résumer ci-après :

## A. — PROGRAMME NATIONAL

### 1°) POLITIQUE EXTERIEURE :

Nous sommes pour une EUROPE unie, forte et indépendante des deux blocs occidentaux et orientaux. Nous nous opposerons à ce que l'on remplace le protecteur américain par un protecteur soviétique.

Pour assurer son indépendance et jouer son rôle de troisième grande puissance mondiale, l'EUROPE doit mettre en commun ses moyens de défense, avoir une politique économique commune pour faire face à la concurrence des deux blocs.

— Là est la garantie de son INDEPENDANCE ;

— Là réside une chance sérieuse d'éviter la GUERRE des deux blocs.

Pour réaliser cette EUROPE POLITIQUE, il est indispensable de prévoir un exécutif européen et un parlement élu selon des modalités à prévoir par tous les pays ayant ou devant adhérer au marché commun.

Cet exécutif et ce parlement seraient chargés d'élaborer et d'exécuter les formes d'une défense commune sur les plans économique, politique et militaire.

Chaque pays constituant l'Europe conserverait sa personnalité et ses prérogatives propres, ainsi que ses institutions, mais serait soumis, en ce qui concerne la POLITIQUE générale, la DEFENSE et l'ECONOMIE générale aux décisions de l'EXECUTIF et du PARLEMENT EUROPEEN. En attendant la mise sur pied de ces organismes, l'EUROPE resterait au sein du PACTE ATLANTIQUE.

### 2°) POLITIQUE INTERIEURE

Nous sommes pour le maintien, dans ses options générales, de la **CONSTITUTION ADOPTEE PAR LE PEUPLE FRANÇAIS EN 1958** qui donne des pouvoirs étendus au Président de la République et permet une réelle stabilité du POUVOIR. Mais nous demandons que, pour contrebalancer l'exécutif fort, le PARLEMENT soit mis à même d'exercer ses pouvoirs législatifs et de contrôle inscrits dans la constitution : Droit de VOTER LA LOI, mais aussi de PROPOSER DES LOIS à concurrence avec le gouvernement.

Droit de CONTROLE de l'action de l'exécutif et de l'emploi des crédits votés.

Ce droit de contrôle est actuellement purement théorique et doit, pour être exercé, faire l'objet d'une loi, décrets et règlements d'administration publique qui définiront clairement les droits et les pouvoirs des parlementaires en ce domaine.

### 3°) POLITIQUE SOCIALE

Nous sommes pour une politique des hauts salaires, liés aux indices du coût de la vie, et pour un intéressement de TOUS les OUVRIERS ou EMPLOYES d'une entreprise industrielle, commerciale ou agricole, aux bénéfices de cette entreprise, suivant un barème à délibérer par le Parlement et à organiser par décrets.

Nous sommes également pour une Sécurité Sociale débarrassée de ses formalités innombrables et de sa paperasserie, mais appliquée, selon des normes simples à TOUS LES FRANÇAIS.

RETRAITE à SOIXANTE ANS à obtenir progressivement.

### 4°) POLITIQUE POUR LES RAPATRIES

— AMNISTIE TOTALE pour TOUS les condamnés politiques de l'Algérie Française. Cette amnistie doit rendre leurs titres, leurs décorations et leurs droits civiques à tous les amnistiés.

— INDEMNISATION ! La Loi votée par le Parlement reconnaît que le Peuple Français doit indemniser les rapatriés. Mais la mise en œuvre de cette Loi est trop restrictive.

Nous demandons :

— l'indemnisation **immédiate** à un taux raisonnable de tous les rapatriés de plus de 60 ans et de tous les chefs de famille.

## B. — PROGRAMME REGIONAL

### 1°) REGIONALISATION

Nous sommes pour la constitution de grandes Régions comprenant chacune un certain nombre de Départements à vocation économique et humaine comparables.

Ces régions économiques seront confiées à un super-Préfet ou gouverneur de Région assisté de techniciens responsables devant un Parlement Régional composé des délégués des conseils généraux des départements formant la Région (et autres organismes représentatifs). Ce parlement régional voterait un budget économique de la région alimenté par des impôts qui viendraient en déduction des impôts dus à l'Etat.

Dans ce système, tous les problèmes d'infrastructure routière, scolaire, hospitalière, agricole, économique, seraient réglés par la Région, l'Etat n'intervenant que comme un arbitre et un tuteur, lorsque deux régions voisines seraient en conflit ou que des régions frontieres comme la nôtre auraient des problèmes à régler avec un pays étranger.

### 2°) EQUIPEMENT ROUTIER

Le pays et l'arrière pays sont asphyxiés en été par une circulation exagérée sur les routes de la circonscription.

NOUS DEMANDONS :

a) la construction accélérée d'une route côtière de moyenne corniche entre ARGELES et CERBERE avec bretelles de raccordement aux localités côtières.

b) une route de contournement (ou échangeur) à hauteur du carrefour d'ARGELES.

c) l'étude de la construction de routes pouvant rejoindre St-Laurent de CERDANS et LAMANERE à la frontière espagnole.

### 3°) EQUIPEMENT AGRICOLE

Le Vallespir et l'arrière pays se dépeuplent parce que l'agriculture n'est plus rentable, écrasée qu'elle est par les charges sociales et le payement des impôts et intérêts du crédit agricole.

Il importe :

— d'une part pour le vin, le lait, les fruits et les légumes un prix minimum garanti ;
— d'autre part de diminuer les taxes qui frappent les produits agricoles ;
— enfin de prévoir dans le VALLESPIR l'installation de petites ou moyennes industries permettant de retenir une partie des jeunes sur place.

### 4°) EQUIPEMENT INDUSTRIEL

— Favoriser l'installation des petites ou moyennes industries dans la région de PORT-VENDRES pour rendre à ce port l'importance qu'il avait avant l'abandon de l'Afrique du Nord.
— Prévoir un frigorifique pour le poisson bleu.
— Défendre les industries existantes (sandales, liège, etc.).
— Implanter de nouvelles industries (textiles) dans le Vallespir et la région côtière.

### 5°) ENSEIGNEMENT - JEUNESSE

— Donner à l'Université de PERPIGNAN son autonomie et son plein emploi.
— Arriver progressivement à la gratuité de l'enseignement supérieur.
— Poursuivre l'aménagement des piscines et terrains de sports et des stations d'hiver.

### 5°) THERMALISME

— Développer les stations du BOULOU - AMELIE - PRATS de MOLLO - LA PRESTE.
— Obtenir un échelonnement des cures pour toutes les stations.

## CANDIDAT NATIONAL DE PROGRES SOCIAL ET LIBERAL

**Je vous demande de voter pour :**

— **UN ETAT FORT ET JUSTE**
— **UN PROGRES SOCIAL VERITABLE ET ACCELERE**
— **LA PAIX PAR LA CONSTITUTION D'UNE EUROPE POLITIQUE INDEPENDANTE**
— **LA COOPERATION AVEC LES PAYS LIBRES**

**Jean-Robert THOMAZO**
Ancien Député

Suppléant éventuel :
Claude PRIETO
Conseiller Municipal : Le Boulou

Imp. Adrien Sinthe - Rue Hoche - Perpignan